

Le sénateur Olson: Je ne vais pas prendre beaucoup de temps non plus . . .

Le sénateur Simard: Je l'espère.

Le sénateur Olson: . . . pour parler de tout cela, parce que j'ai fait remarquer avant votre arrivée, sénateur Simard, pour vous mettre au courant, que le gouvernement n'a absolument rien fait au sujet de la politique monétaire qui a nui à notre pays. Il l'a vaguement modifié, en supprimant progressivement 46 organismes et diverses autres choses. Il en a résulté une économie totale de 22 millions de dollars. Mais il ne s'agit que de la poudre aux yeux. Je ne vais pas tous les citer, mais il y avait plusieurs qui ont été supprimés alors qu'en fait ils étaient inactifs depuis très longtemps.

● (1120)

Cependant, il y en avait un bon qui a été supprimé aussi maintenant. C'était l'Office de commercialisation des produits agricoles. Il ne coûtait pas un sou au gouvernement. Pourquoi ne n'admettez-vous pas? Cet office était établi au sein du ministère de l'Agriculture, de sorte que si le gouvernement ou le gouverneur en conseil voulait soutenir provisoirement un produit—peu importe s'il s'agit de viande de porc, de haricots, de pommes de terre ou d'autre chose—provisoirement, cet office était autorisé à intervenir sur le marché pour acheter et vendre le produit en vue d'améliorer la situation.

Tous les membres de cet organisme étaient des employés du ministère de l'Agriculture et ne recevaient aucun supplément de rémunération pour faire partie de l'Office des produits agricoles. Quelqu'un au ministère de l'Agriculture exerçait les fonctions de secrétaire de cet organisme pour suivre les initiatives qu'il prenait pour aider tel ou tel produit sur le marché.

L'existence de cet organisme ne coûtait absolument rien; il ne faisait que fournir la structure juridique qui était de temps à autre nécessaire pour être donner un coup de pouce lorsqu'un produit connaissait des difficultés sur le marché. Il est maintenant disparu.

Le gouvernement s'était peut-être résolu à ne plus jamais intervenir pour aider certains produits agricoles, de sorte qu'il n'en a probablement plus besoin ou qu'il lui faudra créer quelque chose de neuf. Mais le fait est qu'il cherche à faire croire aux Canadiens qu'il fait des économies, alors qu'il n'a pas économisé un sou dans le cas de cet organisme.

Mais il y en a d'autres encore sur la liste.

Son Honneur le Président pro tempore: Je dois informer l'honorable sénateur qu'il a maintenant la parole depuis 20 minutes. Lui permet-on de poursuivre?

Le sénateur Olson: Je ne parlerai pas bien longtemps encore, honorables sénateurs, même si on me le permettait, car j'ai exposé très clairement et très succinctement le problème. C'est que le gouvernement actuel ne reconnaît apparemment pas où il en est. Il n'est absolument pas capable de voir la réalité en face au Canada.

Le sénateur Frith: Toujours la même bande, toujours le même problème.

Le sénateur Olson: Voilà ce qui est si déplorable à propos du budget. J'espère certes que le ministre se servira de son influence et de la très grande connaissance qu'il a acquise au fil des années sur les effets d'une mauvaise politique monétaire. Nous en avons certainement vu la démonstration depuis

deux ans. Elle nous a conduits dans la pire situation que la plupart des Canadiens aient jamais connue. J'espère qu'il se servira de tout son pouvoir de persuasion et de sa grande connaissance à ce sujet pour amener le ministre des Finances et le reste de ses collègues du Cabinet à examiner la politique monétaire car ils n'en ont absolument pas tenu compte, non seulement dans le budget mais dans l'exposé budgétaire qu'a fait le ministre des Finances et dans celui que le ministre a fait lui-même ici au début de la journée.

Le sénateur Frith: Bravo!

L'honorable Duff Roblin: Honorables sénateurs, j'accepte ce que vient de dire mon collègue, soit que nous devrions examiner le budget que nous venons de recevoir dans le contexte du monde réel. Ainsi, lorsqu'on examine un budget et ses effets sur l'économie de notre pays, on ne peut pas ne pas tenir compte du fait que nous faisons partie du continent nord-américain. Et si on cherche à blâmer le gouvernement pour tous les problèmes économiques que nous connaissons depuis un certain temps, on ne peut pas le faire sans regarder ce qui se passe aux États-Unis.

Nous avons parlé ce matin du déclin de l'industrie automobile au Canada, et Dieu sait comme c'est grave. Toutefois, nous devons reconnaître que nous faisons partie d'un système international. Nous devons reconnaître que l'économie canadienne est très directement influencée par les États-Unis. Le gouvernement du Canada doit tenir compte de cela lorsqu'il élabore une politique ou lorsqu'il prépare un budget, et toute critique concernant l'impact d'une mesure sur l'économie canadienne, comme les critiques que mon collègue vient de formuler, doit être placée dans le contexte de la situation globale dans laquelle nous nous trouvons.

Ainsi, le budget ne peut pas être considéré comme un document ou un phénomène purement canadien. Notre économie ne peut pas être vue sous cet angle non plus. Il faut tout placer dans le contexte dont je viens de parler. Il me semble que, lorsqu'on tient compte de cela, certaines des critiques qui ont été formulées à l'égard du présent budget n'ont pas la force qu'on pourrait penser qu'elles ont au départ.

Le sénateur Olson: Alors c'est comme si nous étions le 51^e État.

Le sénateur Roblin: Nous ne sommes pas le 51^e État. Cependant, lorsque 70 ou 80 p. cent de notre commerce extérieur, ce qui représente 25 p. 100 de notre PNB, se fait avec un seul pays, nous ne pouvons tout simplement pas ne pas tenir compte de ce qui se passe là-bas parce que ce serait carrément ridicule.

Je voudrais faire quelques remarques enthousiastes mais néanmoins réalistes à propos de ce budget. Les budgets ne plaisent jamais à tout le monde. En fait, souvent, ils ne plaisent pas à la majorité. Cependant, nous devons quand même les étudier de la façon la plus rationnelle possible.

Je voudrais aborder très brièvement la question des prévisions, parce que si vous comparez les prévisions du gouvernement à celles du secteur privé, ou même de l'OCDE, vous verrez qu'elles sont cohérentes. L'établissement de prévisions est un art dangereux, qui n'est jamais tout à fait précis. Néanmoins, nos prévisionnistes ont tiré des conclusions similaires à celles d'autres organismes analysant l'avenir de notre économie. En fait, les prévisions de l'OCDE en ce qui concerne